

Annexion de l'Autriche par l'Allemagne (l'Anschluss) dans la correspondance diplomatique roumaine

Florin N. Șinca

1. Légation de Vienne

« **L**e 25 juillet, le jour de l'assassinat du chancelier Dolfuss, il y a deux ans, a été conçu pour cette-année-ci, non seulement comme un jour de commémoration de la mort du chancelier martyr, mais comme un jour de consécration de l'œuvre de réconciliation et de pardon » — mentionnait le ministre roumain à Vienne, **Caius Brediceanu**, le 25 juillet 1936, dans une note informative adressée à Nicolae Titulescu, le ministre des Affaires Étrangères¹. La commémoration s'est déroulée avec une « *pompe extraordinaire* » : allocutions, lumière, discours radiophonique du chancelier Kurt Schuschnigg, cérémonies religieuses. Le Front Patriotique (« *Vaterländische Front* ») s'est réuni à 20.00 heures, conjointement avec les représentants de toutes les unités militaires et paramilitaires. A « *Stefansdom* » a eu lieu un requiem, avec la participation de tous les chefs des missions diplomatiques de la capitale autrichienne. Toutes les villes et les villages ont été pavoisés en deuil.

Dans le discours prononcé à la Radiodiffusion, le chancelier Schuschnigg « *a glorifié la mémoire du chancelier martyr, en lui forgeant une figure légendaire, de vrai fondateur spirituel de l'Autriche d'aujourd'hui, sans faire la moindre allusion sur l'acte de l'assassinat ou sur les auteurs de l'odieux complot* »².

Le chef de la Légation Allemande à Vienne, Von Papen, s'est agenouillé à côté du président fédéral Miklas et du chancelier autrichien, lors de la cérémonie religieuse déroulée à Stefansdom. Dans l'opinion du ministre roumain, le maintien de Von Papen à Vienne était considéré comme « *un point gagné [...] pour la politique à long terme du germanisme impérialiste* ». Dans l'expansion du germanisme vers l'orient (« *Drang*

nach Osten »), Von Papen était considéré comme le diplomate du moment, « *une personnalité marquante* », « *L'homme des faits, qui ne connaît pas des scrupules dans ses actions, audacieux et extrêmement habile* », celui-ci, pendant les deux années de diplomatie en Autriche, passant peu de temps à Vienne et essayant d'établir des connexions dans tous les milieux allemands.

En ce qui concerne la situation générale du pays, on mentionnait l'extrême droite, catholique et antinationale, qui désirait les Habsbourg au pouvoir, comme garantie de l'indépendance et de la stabilité. Entre la capitale du pays (comptant un tiers du total de la population) et la province se perpétuait un abîme, les tentatives du gouvernement de l'amoinrir étant condamnées à l'échec. Le socialisme – dont les représentants se sont maintenus au pouvoir pendant 14 ans, étant enlevés en février 1934 – quoique considéré « *bourgeois et paisible* », avait cédé de plus en plus le lieu aux courants communistes, malgré les mesures gouvernementales hostiles. Difficilement contrôlables, les fabriques constituaient des lieux propices pour la « *propagande rouge* », existant des rumeurs sur la présence de vrais « *bataillons de combat* ». Une partie des ouvriers ont adhéré aux nazis clandestins ou pan allemands³.

Dans la province, le gouvernement bénéficiait du soutien de l'administration et du clergé. Le gouvernement Schuschnigg a décrété le désarmement du *Heimwehr*, constitué comme « *organisation paramilitaire contre le bolchevisme* », sous l'autorité du prince Starhemberg, un « *imitateur de dictateur* », l'opération ayant échoué grâce au caractère réfractaire du prince. Le Salzbourg, la Carinthie et la Styrie étaient considérées (comme les centres

du pan germanisme, les plus proches du « Reich ».

Après trois ans où « *tout mouvement national a été suffoqué par le gouvernement* », l'amnistie accordée à plus de 10.000 de nazis, qui avaient été internés en des camps, a produit une sincère satisfaction dans le cadre de la population, ainsi comme, similairement, l'entrée dans le gouvernement d'un nationaliste allemand, Glaise Horstenau.

« *L'Autriche est encore en attente* » – achevait Caius Brediceanu son analyse⁴.

Un autre signal d'alarme transmis par la Légation de la Roumanie était le discours prononcé par DrHugo Jury, suppléant du dirigeant fédéral du *Compte-rendu Ethno – Politique*⁵ dans la direction centrale du Front Patriotique, repris par « *Neue Freie Presse* le 3 décembre 1937, où celui-ci commençait par la formule « *Autrichiens! Camarades Allemands!* », rappelant le « *berceau du chef de la nation allemande* », Adolf Hitler, né en Autriche. Dans son opinion, le 12 février devait rester « *un jour joyeux* » afin de servir à l'unité et à la grandeur du peuple allemand. Il reconnaissait que « *nous sommes une Autriche allemande qui accomplit son destin allemand comme un prolongement à l'Est du peuple allemand tout entier. Nous aimerons et nous prêcherons le grand empire des Allemands qui relie tous ses fils et toutes ses filles* ». Son discours était souvent parsemé par le mot « allemand », l'orateur considérant qu'ils sortaient, alors, de « *l'obscurité de l'illégalité* », devant travailler côté à côté, épaulé contre épaulé, pour le peuple allemand⁶.

Le nouveau gouvernement, annoncé par le chancelier et le ministre de la Défense Nationale Kurt Schuschnigg, le 16 février 1938, était le suivant: vice-chancelier fédéral – général de division Ludwig Hülgerth; ministre fédéral des Affaires Etrangères – Guido Schmidt; ministre fédéral de l'Instruction Publique – Hans Pernter; ministre fédéral des Prévisions Sociales – Josef Resch; ministre fédéral de l'Agriculture et de la Sylviculture – Peter Mandorfer; ministre de la Chancellerie Fédérale – Edmund Glaise Horstenau; ministre des Finances – Rudolf Neumayer; ministres fédéraux à la Chancellerie Fédérale – Guido Zernatto et Hans Rott; ministre fédéral à la Chancellerie Fédérale charge des Affaires Internes et la Sécurité Publique – Artur

Seyss Inquart; ministre fédéral de la Justice – Ludwig Adamovich; ministre du Commerce et des Communications – Julius Raab; secrétaire d'Etat pour la Défense – général Wilhelm Zehner; secrétaire d'Etat pour la protection des employés – Adolf Watzek; secrétaire d'Etat pour la Sylviculture – Franz Mateschnigs; secrétaire d'Etat pour l'Industrie – Ludwig Stepski-Doliwa.

Le 25 février 1938, le ministre roumain à Vienne, Alexandru Gurănescu⁷ transmettait à Bucarest une note dont il résultait que:

« *Le chancelier de l'Autriche a parlé hier soir (le 24 février, n.n.) pendant deux heures avec beaucoup de courage, en répétant avec obstination le réfrène <<l'Autriche libre et indépendante>>* »⁸. Le diplomate roumain comparait le discours de Hitler avec celui du chancelier, en constatant que, pendant que « *le premier veut accaparer l'Autriche* », le deuxième « *désire une Autriche libre* ». Vu l'apparition des manifestations, la Police autrichienne a pris des mesures en vue d'isoler les manifestants hitlériens par ceux du Front Patriotique. En quittant le bâtiment du Parlement, le ministre roumain aurait entendu de Von Papen: « *Je lui souhaite (à Schuschnigg, n.n.) une vie longue, puisqu'il est un homme courageux* »⁹.

Von Papen prouvera encore une fois son habilité de réussir – ou au moins essayer – à éliminer les réserves des européens au sujet de l'annexion. Dans une interview accordée à Associated Press, il déclarait qu'il ne comprenait pas l'inquiétude provoquée par l'amitié entre les deux pays allemands, dans les conditions où « *l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche sont garanties de la part de l'Allemagne* ». En même temps, Von Papen pensait en perspective à un « *Commonwealth des nations de l'Europe Centrale* ».

Citant des sources viennoises, le diplomate roumain considérait que Hitler était convaincu que l'élimination du chômage représenterait un pas important pour le soulagement des Autrichiens sceptiques. Après le discours du chancelier autrichien, « *la manifestation nazie de Garaz a pris un caractère subversif, puisque même le maire aurait arboré un drapeau nazi* ». 30.0000 paysans sont arrivés de Styrie, l'armée et la police étant mobilisées. Le gouvernement a envoyé le maire en congé et, afin de stopper l'escalade des manifestations, a disposé la fermeture des universités.

Le chargé d'Affaires, Caius Brediceanu, était informé, le 1 mars, par son homologue polonais, récemment arrivé de Budapest, sur la visite que le ministre d'externes Kanya devait entreprendre en Autriche.

En invoquant des « sources sûres », le diplomate roumain informait que, en ce qui concernait la crise politique de Londres et la démission d'Eden, celles-ci auraient été dues, en principal, à « l'engagement pris par le Ministre des Affaires Etrangères devant le gouvernement français, de participer, conjointement avec ce dernier, à une déclaration officielle pour la défense de l'indépendance de l'Autriche, contre laquelle se sont opposés formellement Chamberlain et le lord Halifax, parce que, lors de la conversation avec Hitler, le lord Halifax avait accepté la formule selon laquelle les relations allemandes-autrichiennes constituent une question de famille »¹⁰.

Le 3 mars 1938, malgré le fait qu'on avait annoncé des réunions du Front Patriotique à Vienne, Linz, Graz, Innsbruck, Klagenfurt, sous la devise « Avec Schuschnigg pour l'Autriche », celles-ci ont été contremandées. Le lendemain, le diplomate télégraphiait à Bucarest, pour annoncer la retraite du chef de l'Etat Majeur autrichien, général Jansa, et son remplacement par le général Franz Blöme (ancien chef du Service de Renseignement), remplacement sollicité par Hitler lors de la réunion de Berchtesgaden¹¹. Le même jour, après la visite de Seyss Inquart en Styrie, au lieu du gouverneur Stepan a été désigné Dr Rudolf Tunner, « connu avec des sympathies nazies »¹².

Le soir du 7 mars, Seyss Inquart a tenu une conférence à Linz, devant les référents politiques de la Haute Autriche. La conférence a été transmise par tous les postes radio autrichiens et le ministre roumain à Vienne en soulignait quelques passages significatifs, en vue de définir l'état des choses sur les lieux. « Le rôle de l'Autriche c'est de défendre la frontière orientale du peuple allemand. L'Autriche est allemande et uniquement allemande. Son indépendance n'est pas fondée sur les traités de paix mais sur la garantie du peuple allemand ». Pour lui, Hitler était « un fils de cette terre autrichienne », qui « a fait libérer le Reich, ainsi que tout le peuple allemand, de l'humiliation des traités de paix »¹³. L'Accord du 12 février « a donné la liberté et l'égalité complète aux nazis », ceux-ci

« occuperont immédiatement des places dans toutes les administrations ». Le salut « Heil Hitler! » sera permis, on reconstituait les associations allemandes de gymnastique, les nazis étaient conseillés d'entrer dans l'armée, on pouvait entonner l'hymne allemand et on autorisait d'étaler la croix gammée.

L'écho du discours a été immense, constituant « le premier aspect de l'annexion spirituelle de l'Autriche par l'Allemagne. Dorénavant, les orateurs étaient salués ouvertement par <<Heil Hitler!>> »

La conclusion de Gurănescu était nette : « Aujourd'hui le chancelier (Schuschnigg, n.n.) est dépassé par les événements, parce que les national-socialistes ont accaparé virtuellement le pouvoir »¹⁴, et pour le 27 mars, le diplomate roumain informait Bucarest sur l'organisation du « Jour Allemand » à Vienne. Il n'a plus été le cas.

Le 10 mars, le diplomate roumain informait par un télégramme son gouvernement que Schuschnigg « avait trouvé la formule spéciale du plébiscite et de l'appel au peuple. Pendant la nuit, à Vienne et à Linz des débuts de troubles »¹⁵ s'étaient déjà produites. Pendant la nuit de 10/11 mars il y a eu des manifestations nazies et des éléments isolés de la Police ont été attaqués par des manifestants. A Linz il y a eu beaucoup de blessés. Dans les quartiers périphériques, quelques maisons juives ont été dévastées. Les milieux diplomatiques viennois ne voyaient aucune solution de cette situation, surtout puisque Schuschnigg avait fait appel aux « ouvriers ex austro-marxistes », qui étaient entrés en conflit sanglant avec les nazis, ce pourrait entraîner l'intervention du Reich. La fermeture de la frontière et l'existence d'une menace d'intervention armée allemande ont déterminé une tension anticipant « des troubles qui peuvent dégénérer en guerre civile ».

Le 11 mars, les autorités allemandes ont décidé la fermeture du poste frontière Salzburg, vers la Haute Autriche, n'importe quelle entrée issue vers / de l'Allemagne en Autriche étant exclue. A ville Linz était mise sous l'autorité militaire autrichienne et les réservistes du contingent 1935 étaient mobilisés. Le lendemain, le général Reichenau, le commandant des troupes de la région avoisinée à l'Autriche, a été convoqué par Hitler à Berchtesgaden¹⁶.

Les conditions imposées par Hitler étaient acceptées et la « parodie de plébiscite » qui constituait un défi personnel était annulé. Enthousiaste, la foule inondait la ville tout en criant « Heil Hitler! » et « Ein Volk-Ein Reich! ». Les formations du Parti National Socialiste commençaient à marcher et la Police avait déjà fraternisé avec les manifestants¹⁷. La démission Schuschnigg était imminente. Consentant au plébiscite, le président Miklas avait laissé son chancelier tomber dans sa propre faute. « Désormais commence une phase nazie dans la politique autrichienne qui va accélérer l'assimilation avec le Reich¹⁸ ».

Kurt Schuschnigg a démissionné « sous la pression des troupes allemandes entrées en Autriche ».

Le nouveau chancelier, Arthur Seyss Inquart, a demandé à la population du calme et de « donner tout son concours aux autorités, en vue d'une éventuelle entrée des troupes allemandes en Autriche¹⁹ ». Les manifestations ont pris des proportions à Vienne et dans les villes de province. A Linz il y a eu de nombreux blessés. Les conditions de Hitler ont été acceptées: renonciation à la « parodie de plébiscite », la démission de Schuschnigg (fait déjà accompli, la désignation dans le cabinet d'encore deux ministres nazis.

Communiqué par le ministre pour les Problèmes Sociaux, Hubert Jury, le nouveau cabinet avait la composition suivante: Seyss Inquart – chancelier fédéral, ministre de l'Intérieur et de l'Armée; Glaise Horstenau – vice-chancelier; Wolf Wilhelm – ministre des Affaires Etrangères; Dr.Franz Hueber – ministre de la Justice; Dr.Oswald Menghin – ministre de l'Instruction Publique; Dr.Hubert Jury – ministre pour les Questions Sociales; Dr. Rudolf Neumayer – ministre de Finances; Artur Reinthaller – ministre de l'Agriculture; Hans Fischböck – ministre de l'Industrie et du Commerce; Michael Skubl – secrétaire à la Sécurité, aidé par Kaltenbrunner et Klausner, ce dernier à la Propagande, étant en même temps également le dirigeant des national-socialistes autrichiens.

La Chancellerie, la Mairie et tous les bâtiments des institutions publiques ont été pavés par drapeaux nazis. Arrivée à Vienne de Rudolf Hess, suppléant de Hitler, qui a sollicité à la population du calme et a annoncé l'entrée des

troupes allemandes en Autriche²⁰. Le maire de la Vienne, Schmiz, a été démis, étant remplacé par le vice-maire Lahr.

Le matin de 12 mars, 80 avions allemands arrivaient en Autriche, dont une partie survolant Vienne. Pendant le même jour, arrivaient Himmler, Heydrich (chef du SS), les généraux Daluge, Jost, Müller et Meissner. Le Front Patriotique était dissout. « L'entier jour est allemand » – télégraphiait le diplomate roumain. A midi, Goebbels a lis à Radio Berlin une proclamation de Hitler, qui annonçait que les troupes terrestres et l'aviation allemande sont entrées en Autriche, « afin d'assurer au peuple la possibilité de s'exprimer ouvertement sur son destin ».

Le 11-12 mars 1938 les troupes allemandes envahissaient l'Autriche dans le cadre d'une opération portant le nom de code « Otto », et le 13 mars le gouvernement marionnette Seyss-Inquart proclamait « la Loi de l'union de l'Autriche avec le Reich allemand », qui disposait à l'art.1: « L'Autriche est un pays du Reich allemand ». Dans le cadre d'une cérémonie, le Führer faisait son entrée à Vienne, ovationné par environ 200.000 sympathisants.

L'après-midi, Hitler a visité la maison de ses parents de Brannau, puis il s'est déplacé à Linz, où il s'est adressé « aux Allemands ». Dans l'enthousiaste réponse à son discours, Seyss Inquart a déclaré l'article 88 du Traité de Saint Germain comme « inexistant ». Parti au 14 mars de Linz pour Vienne, Hitler a été reçu « avec le plus grand enthousiasme par la population, venue de partout. Les acclamations grandioses ont duré des heures devant l'hôtel Impérial, où il était descendu, étant obligé sortir plusieurs fois sur le balcon ». Le lendemain, dans la Place des Héros, Hitler a pris la parole, en proclamant: L'Autriche est « allemande et rien et personne n'en peut l'empêcher ». Inquart était désigné « Stadthalter ». A 14.00 heures, les troupes allemandes et autrichiennes défilaient centre ville²¹.

Malgré son isolement, le président Miklas a ambitionné de ne pas renoncer à son mandat. De jure, le 13 mars, la République de l'Autriche encore existait. De facto, non plus.

Le 14 mars, 01.00 heures, La Légation de Vienne télégraphiait au ministre Gheorghe Tătărescu: « Le président Miklas, quitté par tous

et épuisé par une lutte inégale, a démissionné ce soir devant le chancelier Seyss Inquart²², qui, conformément à la Constitution, a repris les prérogatives de chef de l'Etat, jusqu'à l'organisation de la consultation populaire. En même temps, le 15 mars, le ministre des Affaires Etrangères, Wilhelm Wolff » déposait la qualité « de ministre en faveur de Von Ribbentrop²³. Selon la loi donnée par Inquart « l'Autriche devient pays du Reich allemand ». Les lois autrichiennes restaient en vigueur jusqu'à leur remplacement par les lois du Reich. Les deux armées se réunissaient sous la commande suprême du Führer, l'armée autrichienne étant directement subordonnée au général Block.

En vue de garder le contact avec les missions diplomatiques et consulaires, le 16 mars le ministre d'externes du Reich délèguait comme représentant à Vienne V.Stein, conseiller d'ambassade, ancien conseiller de la Légation de l'Allemagne à Bucarest²⁴. Le même jour, par le

télégramme no.15713, le chef de notre légation informait Bucarest sur la violation des domiciles de certains citoyens roumains de Vienne par des agents de la formation SS. Ceux-ci ont perquisitionné abusivement plusieurs immeubles et ont confisqué passeports, argent et valeurs, automobiles. La légation a protesté devant le Ministère autrichien des Affaires Etrangères, a envoyé des fonctionnaires sur place et a demandé à la diplomatie roumaine de protester à Berlin²⁵.

La légation roumaine de Vienne s'est confrontée également avec des situations désagréables, comme celle où l'attaché militaire, lieutenant colonel Alexandru Gavrilescu, était tombé malade même dans période antérieure à l'Anschluss et il était revenu au pays, en déterminant le ministre de la Guerre, le général de division Ion Antonescu, s'adresser au Ministère des Affaires Etrangères, en sollicitant, par l'adresse no.1534/ 12 mars 1938, recevoir des renseignements d'ordre politique ou militaire²⁶.

2. Légation de Berlin

Dans son discours du 20 février 1938, Hitler « n'a prononcé un seul mot sur l'indépendance de l'Autriche, en se limitant uniquement à adresser, de la hauteur de la tribune (d'ailleurs sans beaucoup de conviction) ses remerciements au chancelier Schuschnigg, pour la compréhension que celui-ci avait témoignée lors de la réunion de Berchtesgaden » – informait, le 3 mars, le ministre roumain à Berlin²⁷. En réplique, le chancelier autrichien a eu un discours tranchant, donnant satisfaction au Front Patriotique et affirmant de nouveau l'indépendance de l'Autriche. « Le discours du chancelier Schuschnigg a produit une vive impression sur l'opinion publique mondiale », et à Berlin « a surpris et a déçu »; Même si on ne s'attendait pas à un discours favorable au nazisme, la véhémence de l'orateur a produit « stupeur et déception ». Les chiffres invoqués par Schuschnigg en vue de démontrer la vie propre de l'Autriche étaient considérés par les Allemands « comme une ironie adressée personnellement au Führer ». Les journaux berlinois ont reproduit seulement le résumé du discours prononcé par le chancelier autrichien, avec l'omission des passages où celui-ci souvenait le sacrifice de son prédécesseur, Engelbert Dolfuss²⁸ et la lutte pour la sauvegarde

de l'indépendance de l'Autriche. En même temps, les journaux ont présenté l'Autriche comme un pays clairement menacé par le bolchevisme. Le gouvernement du Reich a adopté une attitude d'expectative. Les premiers jours « de libre champ accordé aux national-socialistes autrichiens amnistiés » – y compris les assassins du chancelier Dolfuss – ont été suivis par une série de mesures restrictives du gouvernement autrichien, dont l'établissement a été influencé d'une manière décisive par Schuschnigg²⁹.

Par les mesures énergiques de rétablissement de l'ordre à Graz et dans l'espace de la Styrie, où les démonstrations national-socialistes avaient connu une recrudescence, Schuschnigg prouvait la décision de veiller à la stabilité du pays. « Toutefois, la résistance actuelle de Monsieur Schuschnigg, quoique habile et acharné, ne puisse pas, elle seule, défendre l'Autriche des tentacules de l'Anschluss », notait le 3 mars 1938 le chargé d'affaires à Berlin, V.Brabețian. Malgré cette observation, la plus pertinente que possible, le diplomate roumain se trompait, toutefois, quand il considérait que la France et la Grande Bretagne auraient une attitude ferme, que « Mussolini n'est pas et il ne peut l'être, dans la question de l'Autriche, un partenaire sur lequel

*Monsieur Hitler puisse vraiment compter*³⁰ ». Finalement, dans son information, le diplomate roumain mentionnait aussi l'Accord autrichien-allemand du 11 juillet 1936³¹, qu'il considérait « d'un incontestable intérêt historique », même si, à ce moment, il était « *totale­ment dépassé par l'évolution des rapports allemands-autrichiens, après la réunion de Berchtesgaden*³² ».

Le 25 février 1938, le chargé d'affaires Alexandru Brabețianu, informait le Ministère des Affaires Étrangères sur le fait que le discours du chancelier autrichien « *a mécontenté profondément les dirigeants du Reich* ». Lors de la réunion avec F. Poncelet, celui-ci considérait l'annexion de l'Autriche comme indubitable; dans ce sens la Petite Entente « *devrait adopter dès maintenant une décision au sujet de cette éventualité*³³ ».

Le premier jour du mars 1938, Bucarest était informé que, parmi les dirigeants du Reich allemand, le discours du chancelier autrichien était considéré « ironique et violent », en se manifestant une évidente sûreté concernant la précarité du nouveau gouvernement Schuschnigg,

qui ne pourrait pas faire face longtemps aux problèmes de politique interne.

La déclaration du plébiscite était ressentie comme « une atteinte au prestige allemand ». La situation était très tendue – informait le ministre roumain – les rapports allemands-autrichiens s'inscrivant dans une nouvelle phase qui, dans les conditions où aucun changement ne serait pas intervenu, pourrait conduire à une dénonciation de l'accord de Berchtesgaden³⁴.

Le 12 mars, les ambassadeurs de l'Angleterre et de la France dans la capitale allemande remettaient séparément au gouvernement de l'Allemagne des notes de protestation contre l'immixtion en Autriche, malgré le fait que les chefs des missions diplomatiques des deux grandes puissances « *la considèrent comme une question de famille des deux peuples allemands* »³⁵.

Vu que l'ambassade de la France à Berlin avait protesté contre l'entrée des troupes allemandes en Autriche (14 mars), accusant la violation de l'indépendance de l'Autriche, Von Neurath a contesté le droit de la France de s'occuper de l'indépendance de l'Autriche.

3. L'Anschluss dans la correspondance des autres légations

La Légation régale roumaine à Rome transmettait par son titulaire, Constantinide, le 27 février 1938, une note dont il résultait l'abstention de la presse péninsulaire de faire des commentaires concernant le discours de Schuschnigg, les cercles officiels se déclarant « *très satisfaites par les déclarations de celui-ci au sujet de l'indépendance de l'Autriche*³⁶ ». Plus tard, le 6 mars, invoquant des sources italiennes, il informait Bucarest que « *en Autriche la démission du gouvernement Schuschnigg serait imminente, pour céder la place à un cabinet à caractère national – socialiste* »³⁷. Dans son opinion, à l'occasion de sa proche visite à Londres, Von Ribbentrop proposerait, en échange de la renonciation par l'Allemagne à ses prétentions coloniales, que l'Angleterre « se désintéresse de la question autrichienne, en lui donnant main libre ». Dans les cercles diplomatiques italiens circulait une rumeur conformément à laquelle le gouvernement français ne ferait pas des difficultés dans la réalisation de l'Anschluss, parce que, dans ce cas, l'Italie « était obligée de faire front devant la

pression allemande vers Trieste, devenant ainsi l'alliée naturelle de la France, contre les pressions d'expansion allemande.

De Budapest, Raoul Bossy trouvait le discours « commenté très favorablement³⁸ », pendant que, dans les cercles du Vatican, le chancelier autrichien était vu comme « le protecteur très courageux d'une politique ayant depuis toujours l'approbation de l'Eglise³⁹ ».

D'ailleurs, Hitler était convaincu que, hors les protestations régulières, la France et l'Angleterre « ne bougeront pas », télégraphiait de Hague Vespasian V. Pella, après la réunion avec le « directeur politique⁴⁰ ».

A son tour, le diplomate roumain à Belgrade, V. Cădere, notait, après les discussions avec le chef de la diplomatie yougoslave, Stoiadinovici: « *L'Anschluss a été considéré inévitable par le gouvernement yougoslave*⁴¹ ».

La fermeture de la frontière autrichienne-allemande, la concentration de troupes en Bavière, la mobilisation de deux divisions autrichiennes, l'ultimatum allemand donné à

Schuschnigg, la démission de celui-ci et de son successeur, ont été de nature à déclencher l'alarme dans le monde politique parisien, mais les opinions « *n'ont pas le temps à se cristalliser* » – écrivait le 11 mars le ministre roumain à Paris, Cesianu, qui informait en même temps sur la sollicitation du chef de la diplomatie française d'avoir une rencontre avec l'ambassadeur allemand⁴².

Le plébiscite n'était pas perçu d'une manière favorable en Italie, « *parce que par celui-ci il sera confirmé que l'indépendance de l'Autriche n'est pas le résultat des traités et conventions internationales, mais il représente également la volonté du peuple autrichien*⁴³ ».

A Paris, le 12 mars, l'ambassadeur allemand rassurait le gouvernement sur l'absence de n'importe quel complot au sujet de l'Autriche, pendant que le ministre roumain notait : « *L'Italie a abdiqué devant l'Allemagne, devenant un satellite sans éclat*⁴⁴. D'ailleurs, par ensemble, la politique anglo-française a été d'abandonner leurs propres décisions de 1918-1919, de lâcheté par rapport à l'Autriche.

Dans milieux diplomatiques suédois, l'entrée des troupes allemandes en Autriche « *a produit une profonde impression*⁴⁵ », et au Vatican « *une profonde et pénible impression*⁴⁶ ». La Légation de Copenhague télégraphiait à Bucarest, le 15 mars: « *Vu la similitude de la situation et la circonstance que le Reich n'a jamais reconnu la valabilité du plébiscite de 1920 pour le Nordslésvig, l'absorption foudroyante d'un petit Etat avoisiné à l'Allemagne a produit dans tous les milieux une profonde consternation*⁴⁷ ».

Par le télégramme no.1281/ 5 mars 1938, l'ambassadeur roumain à Varsovie, Zmfirescu, informait Bucarest sur le résultat de la rencontre cordiale avec Beck, le chef de la diplomatie polonaise, dont il résultait la détermination du Führer d'engager « *une action plus énergique en vue d'attirer l'Autriche dans l'orbite allemande*⁴⁸ ». De la conversation du diplomate polonais avec Goering il résultait l'idée d'une instabilité de l'Autriche, dont la durée ne pouvait pas être prévue, le maréchal allemand réussissant de cacher ses intentions par rapport à la Grande Bretagne et la Tchécoslovaquie.

Suite à la réunion de Hague avec le ministre des Affaires Etrangères hollandais, assez bien informé, il résultait la satisfaction du gouvernement hollandais au sujet de la déclaration de Neville Chamberlain dans Chambre des Communes de réarmement de l'Angleterre et de fragiliser l'Axe par un rapprochement de l'Italie.

La légation de Vatican informait que les événements autrichiens « *ont impressionné profondément le Vatican* », mais sa politique « *n'est pas définie que sous la forme d'une amère mélancolie et d'un impuissant regret*⁴⁹.

En conclusion, hors quelques petites exceptions, pouvant être considérées négligeables, **les légations de la Roumanie ont transmis au Ministère des Affaires Etrangères des informations précieuses, pertinentes, opportunes**. Ainsi, le facteur politique prenait connaissance de l'évolution de la situation autrichienne, pour pouvoir fonder en conséquence ses décisions de politique externe.

NOTES:

¹ Archive du Ministère des Affaires Externes, Fonds Dossiers Spéciaux (71), Dossier 268/1936-1938, f.16; Ci-dessous sera cité A.M.A.E.

² Ibidem, f.17

³ Ibidem, f.22

⁴ Ibidem, f.24

⁵ Le Compte-rendu Ethno-Politique représentait l'Office national -socialiste, organisme prévu dans l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936

⁶ A.M.A.E., Fonds Dossiers Spéciaux, Dossier 269/1938, f.77

⁷ Alexandru Gurănescu a accompli ce mandat entre le 1 novembre 1936 – 1 avril 1938

⁸ A.M.A.E., Fonds Dossiers Spéciaux, Dossier 269/1938, f.1

⁹ Ibidem, f.4

¹⁰ Ibidem, f.41

¹¹ Ibidem, f.81

¹² Ibidem, f.88

- ¹¹ Ibidem, f.81
¹² Ibidem, f.88
¹³ Ibidem, f.100
¹⁴ Ibidem, f.102
¹⁵ Ibidem, f.120
¹⁶ Ibidem, f.143
¹⁷ Ibidem, f.264
¹⁸ Ibidem, f.194
¹⁹ Ibidem, f.152
²⁰ Ibidem, f.265
²¹ Ibidem, f.318
²² Ibidem, f.249
²³ Ibidem, f.320
²⁴ Ibidem, Dossier 270/1938, f.1
²⁵ Ibidem, f.22
²⁶ Ibidem, Dossier 269/1938, f.210
²⁷ Ibidem, f.55
²⁸ Au pouvoir depuis 1932, Engelbert Dolfuss était italoophile, hostile à l'Allemagne, en 1934 interdisant la Parti National Socialiste de l'Autriche; Il est assassiné par un commando le 25 juillet 1934; A.Popescu, La Vienne secrète, Ed.Meronia, București, 2003, p.83
²⁹ Ibidem, f.57
³⁰ Ibidem, f.58
³¹ Rédigé sous la forme d'un « *gentleman agreement* » et publiés sous forme de communiqué officiel, l'accord comprenait un préambule (où on mentionnait le désir des deux pays d'accéder à des rapports amicaux) et dix points concernant le traitement des sujets autrichiens en Allemagne et des groupes allemands en Autriche, les relations culturelles, leur développement selon le principe que les deux pays appartenait à la même sphère culturelle celle allemande, la presse et les publications les immigrants, les hymnes nationaux et les saluts, l'économie et le tourisme, la politique externe (le gouvernement fédéral autrichien s'engageait à orienter sa politique extérieure selon celle du Reich), l'attitude autrichienne devant les membres de l'opposition nationale autrichienne. Hors une « large amnistie politique », on mentionnait l'entrée au gouvernement de l'opposition national-socialiste. Le 16 février 1936, étaient imposées au chancelier autrichien les personnes qui devaient entrer dans le gouvernement.
³² A.M.A.E., Fonds Dossiers Spéciaux, Dossier 269/1938, f.63
³³ Ibidem, f.3
³⁴ Ibidem, f.121
³⁵ Ibidem, f.175
³⁶ Ibidem, f.19
³⁷ Ibidem, f.94
³⁸ Ibidem, f.21
³⁹ Ibidem, f.40
⁴⁰ Ibidem, f.201
⁴¹ Ibidem, f.190
⁴² Ibidem, f.141
⁴³ Ibidem, f.141; Rome, 11 mars 1938
⁴⁴ Ibidem, f.157
⁴⁵ Ibidem, f.280
⁴⁶ Ibidem, f.294
⁴⁷ Ibidem, f.328
⁴⁸ Ibidem, f.96
⁴⁹ Ibidem, Dossier 270/1938, f.34